

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

18/09/2012



Vers un comité scientifique pour la création de la Maison de l'histoire du Maroc

Le colloque international sur “le projet de créer une Maison de l'histoire du Maroc: histoire, culture, patrimoine”, qui s'est tenu sous le haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, dimanche soir à Casablanca.

Les participants à cette rencontre ont proposé la formation d'un comité scientifique, dont la mission essentielle consiste à développer un projet scientifique de la Maison de l'histoire du Maroc.

Les conclusions du colloque ont mis en évidence la nécessité d'affiner le récit historique de l'exposition permanente, réaliser une étude de faisabilité ainsi que la publication des actes des intervenants venant des institutions publiques et privées et des acteurs de la société civile qui ont assisté à cette rencontre.

Au terme de cette conférence internationale, organisée

par le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et initiée en partenariat avec la Fondation nationale des musées, la Faculté des lettres et sciences humaines Rabat-Agdal et l'Association du grand Casablanca Carrières centrales, il a été convenu de mobiliser les ressources financières nécessaires pour la création de la Maison de l'histoire du Maroc, qui sera ouverte aux Marocains du monde et aux étrangers.

Cette rencontre internationale a été l'occasion de mettre l'accent sur l'importance de l'histoire dans la vie sociale, culturelle et scientifique des Marocains ainsi que sur la conservation de la mémoire collective. Elle a été, également, une opportunité pour présenter le projet de la Maison de l'histoire du Maroc, qui ambitionne la large diffusion de la connaissance historique.



اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان فاس-مكناس تعقد دورتها العادية الثالثة

■ ومع ■

للتعذيب. كما تم خلال الفترة ذاتها، تنظيم زيارات ميدانية لثلاثة مراكز خاصة بحماية الطفولة التابعة لوزارة الشباب والرياضة للاطلاع على وضعية هذه المراكز من أجل بلورة برنامج للمرافقة والشرافاة في أفق تأهيلها والرفق بآدائها حتى تتماشى مع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان لاسيما حقوق الطفل، ويتعلق الأمر بمركز حماية الطفولة بمكناس، ومركزي حماية الطفولة «الزيات للفتيات» و«عبد العزيز بن إدريس للذكور» بفاس.



كما تم، بالمناسبة، تقديم التقرير الأولي حول «الصحة العقلية وحقوق الإنسان» المنجز من طرف المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وذلك من أجل إنجاز قراءة في توصياته وخلاصاته في أفق بلورة استراتيجية عمل جهوية لتفعيل هذا التقرير على مستوى جهة فاس-مكناس، فضلا عن تقديم اللجنة لبرامج عمل اللجن الموضوعاتية للفترة المقبلة الممتدة ما بين أكتوبر الجاري وديجنبر المقبل.

وتضطلع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بفاس-مكناس، التي تم تنصيبها في 28 دجنبر الماضي، حسب المادة 28 من الظهير المؤسس للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان بالجهة، وتلقي ودراسة الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان بها.

كما تعمل اللجنة، حسب الظهير نفسه، على تفعيل البرامج والمشاريع التي يقرها المجلس في مجال النهوض بحقوق الإنسان بتنسيق وشرافاة مع الفاعلين والمتدخلين المحليين، وكذا المساهمة في تسهيل وتشجيع تأسيس المرصد الجهوية لحقوق الإنسان التي تقوم بتتبع تطور وضعية حقوق الإنسان بالجهة.

عقدت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان فاس-مكناس، أول أمس الثلاثاء بمكناس، دورتها العادية الثالثة التي خصصت بالأساس لعرض أنشطة اللجنة وتقديم التقرير الأولي حول «الصحة العقلية وحقوق الإنسان» المنجز من طرف المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وقال رئيس اللجنة عبد المجيد مكني، في كلمة بالمناسبة، إن هذا اللقاء هو فرصة لاستعراض ومناقشة مختلف الأنشطة التي قامت بها اللجنة خلال أربعة أشهر الماضية.

وتمن مكني الزيارات الميدانية التي قامت بها اللجنة أيام 11، 12 و13 شتنبر الماضي لمختلف مراكز حماية الطفولة التابعة لوزارة الشباب والرياضة بجهة فاس-مكناس، معتبرا أن مثل هذه التقارير ستساعد على بلورة آليات للاشتغال في مجال حماية حقوق الإنسان أو النهوض بها.

من جهتها، قدمت شادية بلهندي، عضوة باللجنة الجهوية، تقريرا حول مختلف الأنشطة التي قامت بها اللجن الموضوعاتية للفترة ما بين يونيو وشتنبر الماضيين، وهي لجنة «النهوض بثقافة حقوق الإنسان» ولجنة «حماية حقوق الإنسان» ولجنة «إثراء الفكر والحوار في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان».

وأشارت إلى أنه تم خلال هذه الفترة، على الخصوص، استقبال وتحليل الشكايات الواردة على اللجنة الجهوية، وتنظيم دورة تكوينية لفائدة 19 من أعضاء هذه اللجنة من أجل دعم قدراتهم، وكذا تنظيم زيارة ميدانية لسجن عين قادوس بفاس من أجل التحري والتقضي في ادعاءات أحد الأشخاص المتعلقة بتعرضه



Protecteur

Expert en droit des affaires puis fonctionnaire au ministère marocain de la Justice, ce Sahraoui très policé est le directeur exécutif de la commission régionale des droits de l'homme (CRDH), démembrement local de l'organisme piloté depuis Rabat par Larbi Benzekri. Forte de 32 membres, la CRDH reçoit et instruit les plaintes des citoyens contre les forces de l'ordre: 950 ont ainsi été

déposées auprès d'elle après l'évacuation forcée du camp protestataire de Gdeim Izik, non loin de Laayoune, en novembre 2010. Il visite les prisons et ses avocats assistent aux procès. « Nous protégeons tout le monde, y compris ceux qui se réclament du Polisario, assure Saadoun. Les gens nous font de plus en plus confiance. » Un regret, certes: que les autorités n'aient pas encore réagi aux dossiers que la CRDH leur a fait parvenir. « C'est une question de temps, on avance peu à peu. La preuve: la police, la gendarmerie et les forces auxiliaires assistent à nos séminaires de sensibilisation sur les droits de l'homme. » ● **F.S.**

Salem Saadoun, 32 ans

Lieu de naissance: **Laayoune**

Tribu: **Reguibat**

A quoi ressemblera la Cour Constitutionnelle?

Un chantier de taille de la nouvelle Constitution vient de s'ouvrir : la Cour constitutionnelle. Le Conseil national des droits de l'Homme réunit à Rabat des experts marocains et étrangers pour concevoir ce projet.

Conception, fonctionnement, mécanismes. Le débat s'ouvre à peine autour de la mise en place de la Cour constitutionnelle à laquelle appelle la nouvelle Constitution. Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) lance une réflexion collective à ce sujet par l'organisation d'un séminaire les 15 et 16 octobre à Rabat en vue de trouver des éléments de réponse et réunir des propositions concrètes. L'initiateur compte ainsi remplir sa mission d'accompagnateur du processus de production des lois organiques prévues par la Constitution en « élargissant les voies de recours au profit des citoyens ». Des « voies » grâce auxquelles le CNDH veut « réussir le passage du conseil constitutionnel à la Cour constitutionnelle ».

Préparer le terrain

« Le CNDH est conscient que la Cour constitutionnelle jouera, certes, un rôle décisif dans la fabrication de la normativité constitutionnelle d'où la nécessité de la doter des outils et des mécanismes pour la positionner en tant que garante des droits et des libertés fondamentaux », déclare Driss El Yazami, président du CNDH, à l'ouverture de ce séminaire. Pour ce dernier, c'est aussi la motivation du Conseil de permettre aux citoyens l'accès à la justice constitutionnelle qui légitime son initiative. « Cet accès doit être efficace et doit permettre, in fine, de placer le citoyen en tant qu'acteur central dans ce nouveau mode de production de la normativité constitutionnelle caractérisée par la diversité des acteurs », estime El Yazami précisant que le Conseil considère l'exception d'inconstitutionnalité comme possibilité offerte au citoyen de participer à la protection des droits fondamentaux reconnus par la constitution. En attendant d'atteindre ces objectifs, il faudra bâtir des bases. « Tout est à faire, il y a des accumulations d'abord liées à l'histoire de cette institution, depuis qu'elle s'est transformée en Conseil constitutionnel en 1992, mais également les éléments nouveaux apportés par la nouvelle Constitution », affirme au « Soir échos » l'universitaire et directeur de l'Institut supérieur de l'administration, Khalid Naciri. Et parmi « ces nouveaux éléments », ce dernier évoque le régime permettant de soulever l'inconstitutionnalité d'un procès, la procédure à mettre en place pour élire les membres sur la base du quota accordé aux deux Chambres du Parlement. En effet, en vertu de l'article 130 de la constitution, la Cour constitutionnelle est composée de 12 membres nommés pour un mandat de neuf ans non renouvelable. Six d'entre eux sont désignés par le roi, dont un proposé par le secrétaire général du Conseil supérieur des ouléma. Les six autres sont élus, moitié par la Chambre des représentants, moitié par la Chambre des conseillers.

Une mission difficile

« Nul ici, pour le moment, ne peut prétendre apporter des réponses toutes faites. Le sujet est délicat et il y a toute une doctrine à installer, alors nous suivons avec attention les expériences des autres pays », souligne l'ancien ministre de la Communication. Les experts venus de France, de Belgique, d'Espagne, d'Allemagne et du Brésil sont conviés justement à éclairer la lanterne du Maroc. « Par rapport aux approches, l'expérience française et espagnole croisent à certains niveaux l'expérience marocaine étant donné des bases historiques communes, mais la nouvelle Constitution impose des efforts juridiques et constitutionnels sans appartenance à un courant ou à un autre. Il est question de faire preuve de jurisprudence pour résoudre des affaires n'ayant connu aucune issue », explique Khalid Naciri convaincu que la tâche de la Cour constitutionnelle sera des plus difficiles. « Un an après l'adoption de la Constitution, les critiques fusent de part et d'autre fustigeant la lenteur de sa mise en œuvre pour résoudre des dossiers. Mais il n'est pas facile non plus de concrétiser une Constitution aussi avancée en peu de temps et avec un souffle nouveau. Tout le débat qui émerge sur cette question prouve que nous nous apprêtons à inscrire une approche novatrice », estime Khalid Naciri.

Conseil constitutionnel, le bilan

C'est un ancien membre du Conseil constitutionnel (CC), Sobhallah Rhazi, qui a donné un aperçu sur son bilan. De 1994 à 2011, le CC a rendu 821 décisions, dont la majorité se rapporte au contentieux électoral qui totalise 79 %. Tandis que les autres volets dont la conformité à la Constitution et l'incompatibilité ne représentent respectivement que 6 % et 1 %. Quant à l'approbation du statut juridique des élus, représente, quant à lui, 8 %. Pour Sobhallah Rhazi, le problème du contentieux électoral gagnerait à être « mieux rationalisé ». « C'est beaucoup trop pour le Conseil constitutionnel de passer presque tout son temps sur ce type de problème », estime cet ancien membre du CC soulignant l'existence de difficultés quant au délai nécessité par certaines affaires. « L'opinion publique n'a eu de cesse de critiquer le fait que le CC prennent parfois trois à quatre ans, jusqu'à l'arrivée des nouvelles élections, pour rendre sa décision. Un grand effort est consenti par le CC afin que les délais juridiquement parlant soient respectés. Cela dit, il est à souligner que la responsabilité n'incombe pas au CC mais au manque de coordination avec le ministère de l'Intérieur et les tribunaux. Un problème de procès-verbaux se posait souvent », explique Rhazi.



لقاء حول الصحة النفسية والعقلية بالمغرب

ينظم فريق التقدم الديمقراطي بمجلس النواب، بالتعاون مع وزارة الصحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، لقاء دراسيا حول موضوع «أية معالجة لواقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب؟»، وذلك يومه الأربعاء 17 أكتوبر الجاري ابتداء من الساعة الثانية والنصف بعد الزوال بالقاعة المغربية بمقر مجلس النواب.

الوردى : الصحة العقلية والنفسية بالمغرب تشكو من افتقار شديد للموارد البشرية و المالية

18.10.2012

جدد وزير الصحة الحسين الوردى، أمس الأربعاء، التأكيد على أن قطاع الصحة العقلية والنفسية بالمغرب يشكو من افتقار شديد للموارد البشرية المتخصصة وللموارد المالية، وكذا من مفارقات كبيرة بالنسبة للتغطية الجغرافية من حيث الولوج إلى العلاج، وذلك بالرغم من كل الجهود المبذولة خلال السنوات العشر الأخيرة.

وأبرز الوردى، خلال لقاء دراسي حول موضوع "أية معالجة لواقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب"، نظمه فريق التقدم الديمقراطي بمجلس النواب بالتعاون مع وزارة الصحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان اليوم بالرباط، أن المغرب لا يتوفر سوى على 197 طبيبا نفسيا و753 ممرضا مختصا، يتمركز 54 في المائة منهم في محور الرباط - الدار البيضاء.

وأضاف الوزير، في كلمة تليت بالنيابة عنه، أن قطاع الصحة العقلية والنفسية يتوفر فقط على 2234 سريرا موزعة بشكل غير متوازن على أربعة مراكز جامعية (636 سريرا) و6 مستشفيات مختصة أي ما مجموعه 825 سريرا، و20 مصلحة مدمجة بالمستشفيات العمومية (773 سريرا) و80 مركزا صحيا يوفر استشارات في مجال الصحة النفسية، مشيرا إلى أن الميزانية المصاحبة لبرنامج الأمراض العقلية والنفسية برسم سنة 2012 لا تتعدى 35 مليون درهم بالنسبة لتطوير ورفع مستوى مرافق الأمراض العقلية و50 مليون درهم للأدوية.

وفي ما يتعلق بالمراكز المختصة في علاج الإدمان، فقد أشار السيد الوردى إلى أن الوزارة عملت مع شركائها وخاصة مؤسسة محمد الخامس للتضامن على إنجاز مصلحتين سريريتين متخصصتين في علاج الإدمان (32 سريرا بمرکزين بالدار البيضاء وسلا) وثلاثة مراكز لعلاج الإدمان بكل من وحدة والرباط وطنجة تعتمد على أربع فرق للتدخل عن قرب للوقاية من أضرار الإدمان.

وأكد الوردى أن الوزارة تعمل من خلال مخطط 2012-2016 للنهوض بقطاع الصحة العقلية والنفسية، على تدارك الخصاص المسجل في الموارد البشرية من خلال تعزيز التكوين الأساسي ورفع وتيرة التكوين المستمر المهني للصحة العاملين في مجال الصحة النفسية عبر تكوين 30 طبيبا نفسيا سنويا، و185 ممرضا وممرضة سنويا متخصصين في الطب النفسي وإحداث أربعة أقسام جامعية للطب النفسي للأطفال والمراهقين وتوسيع التخصصات المهنية في مجال الصحة النفسية، واعتماد قانون تنظيمي المهنة للأخصائيين النفسيين.

وأضاف أن الوزارة ستعمل أيضا على تدارك الخصاص في الأسرة بهدف توفير ما يناهز 800 سرير لتعزيز القدرة الإيوائية على الصعيد الوطني في مجال الطب النفسي للانتقال من 2234 سرير إلى 3000 سرير قبل نهاية سنة 2016، من خلال على الخصوص، إنهاء مشروع إنشاء أربعة مستشفيات جهوية متخصصة (120 سريرا لكل وحدة) وإحداث 22 مصلحة لمعالجة الأمراض العقلية والنفسية بالمستشفيات متعددة التخصصات، إلى جانب بدء العمل بثلاثة مراكز لمعالجة الإدمان التي تم إنشاؤها خلال السنة الجارية بكل من تطوان ومراكش والناظور. وعلى صعيد آخر، أبرز السيد الوردى أن وزارة الصحة بصدد مراجعة وتعديل ظهير 1959 المتعلق بالصحة العقلية من أجل تحيينه طبقا للمواثيق الدولية في مجال حقوق الإنسان للمصابين بالأمراض العقلية، ومن أجل جعله يواكب التطورات الحديثة في مجال التكفل بالمرضى العقلين وأيضا موازاة مع السياق الوطني الحالي والتوجهات نحو تعزيز وترسيخ الديمقراطية وحقوق الإنسان.

وبمناسبة هذا اللقاء الدراسي، استعرض السيد عمر بطاس، عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أهم خلاصات وتوصيات تقرير المجلس حول واقع الصحة النفسية والعقلية بالمغرب، والتي شددت بالخصوص على ضرورة القيام في إطار مسلسل تشاركي بتغيير قانون 30 ابريل 1959 بما ينسجم مع المعايير الدولية ويتكيف مع الأوضاع الجديدة للصحة العقلية بالمغرب، والتبني العاجل لسياسة عمومية للصحة العقلية متميزة ومتكاملة ومراجعة القانون المتعلق بفتح العيادات الخاصة مع مراعاة خصوصية الطب النفسي، وإقرار النظام الأساسي للممرضة والمرضى المختصين في الطب النفسي.

ومن ضمن الملاحظات العامة التي تضمنها تقرير المجلس، الذي يرصد وضعية 20 مؤسسة استشفائية خاصة بالأمراض العقلية. بمختلف جهات المملكة، غياب التخصصات الضرورية في مجال الطب النفسي، وسوء نوعية الخدمات الطبية المقدمة لمستعملي الطب النفسي وشروط الحياة التي يخضعون لها أثناء الاستشفاء، والوصم العام للمرضى العقليين ولعلاجهم أيضا، وعدم ادماج مقارنة النوع في القضايا المتعلقة بالصحة العقلية فضلا عن تقادم الاطار القانوني في المجال.

وبدورها أكدت الدكتورة فاطمة أصواب، رئيسة مصلحة الأمراض العقلية بوزارة الصحة، في عرض لها، أن الصحة العقلية والنفسية تعتبر حاليا أولوية بالنسبة للوزارة، مشيدة بتقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان لأنه يستجيب لمطلب المهنيين المتعلق بإدماج الجانب الحقوقي في التعااطي مع الصحة العقلية والنفسية.

وأشارت إلى أن نتائج المسح الوطني للسكان الذين تتراوح أعمارهم 15 سنة فما فوق (2003-2006)، أظهرت أن 26,5 في المئة من الأشخاص الذين تتراوح أعمارهم 15 سنة فما فوق يعانون من الاكتئاب، وأكثر من 200 ألف شخص من أمراض الفصام، مبرزة أن الإدمان على الكحول يمثل 1,4 في المئة (حوالي 300 ألف مواطن)، والإدمان على المخدرات 2,8 في المئة (600 ألف شخص).

وأكدت باقي التدخلات، خلال هذا اللقاء الدراسي الذي تميز بحضور رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان والكاتب العام للمجلس السيدين إدريس اليزمي ومحمد الصبار وكذا فعاليات من المجتمع المدني وأطباء متخصصين في الأمراض العقلية والنفسية، على أهمية تقرير المجلس الذي يقدم صورة واضحة حول حجم ونوعية الاشكالات التي يعرفها القطاع، داعين إلى تجاوز هذه الاشكالات وتوفير الموارد البشرية والمالية الكافية للقطاع.

يوم دراسي لحق في الدمج الشامل للأطفال ذوي الإعاقة في التربية والتعليم بقاعة العروض لجمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين بتطوان 17/10/2012

في إطار تفعيل خطة عمل اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة طنجة - تطوان، ودعمًا لدور المجلس الوطني لحقوق الإنسان في العمل من أجل الحماية والنهوض بحقوق الإنسان بشكل عام وحقوق الأشخاص ذوي الإعاقة ببلادنا، ستنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بطنجة بشراكة مع جمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين وجمعية الحمامة البيضاء لحماية الشباب المعاق، يوم دراسي يتمحور موضوعه حول "الحق في الدمج الشامل للأطفال ذوي الإعاقة في التربية والتعليم.. وذلك يوم الأحد 21 أكتوبر 2012 بقاعة العروض لجمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين بتطوان، و. يندرج تنظيم هذا اليوم الدراسي في إطار اقتناع الأطراف المنظمة له بأهمية الموضوع وبالإكراهات المحيطة به وبتشعب المشتغلين والمهتمين به وبأهمية تحويل هذه القناعات إلى توحيد وجهات النظر بين كل المتدخلين للنهوض بهذا الحق وحمايته، والاستفادة من سياق التحولات الوطنية ومن مقتضيات الدستور خاصة فيما يتعلق بعدم التمييز واعتماد تعليم عصري و جيد، يضمن الكرامة ويضمن تكافؤ الفرص، ويجعل حماية حق تدرس الأطفال في وضعه إعاقة وخاصة الذين يواجهون صعوبات جسمية أو نفسية أو معرفية إحدى الإشكالات لدى المشتغلين في مجال التربية ونقطة محورية ضمن اهتمامات المجلس الأعلى للتربية الوطنية والبحث العلمي وتكوين الأطر أو اختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجنه الجهوية. يسعى هذا اليوم إلى فتح نقاش جدي حول الوضعية التعليمية للأطفال ذوي الإعاقة بالمغرب، كما يهدف إلى الوقوف عند الأسباب الحقيقية التي تحول دون تمتع الأطفال ذوي الإعاقة بالحد الأدنى من حقوقهم في التربية والتعليم والتكوين، بهدف كذلك إلى فتح نقاش عميق حول المناهج والمقاربات المعتمدة في هذا المجال من طرف الجهات المعنية. كما يسعى إلى الإسهام في تعزيز الشراكات مع مختلف الأطراف المهتمة بتحسين تدرس الأطفال ذوي الإعاقة. يعتبر هذا اليوم أيضا فرصة لتبادل التجارب والخبرات خاصة التجربة المصرية، و يهدف إلى تقريب وجهات النظر بين مختلف الفاعلين والعاملين في مجال الإعاقة، للخروج من خلال الورشات بوثيقة عمل تحدد بدقة سبل وإمكانيات تجاوز المعوقات. بما يكفل تمكين الأطفال ذوي الإعاقة من التمتع بحقوقهم في التربية والتعليم ضمن المنظومة التعليمية على قدم المساواة... وفيما يلي البرنامج. العام لليوم الدراسي

الأحد 21 أكتوبر 2012

قاعة العروض لجمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين تطوان

البرنامج

استقبال وتسجيل المشاركات و المشاركين

الجلسة الافتتاحية

رئاسة الجلسة السيد عبد السلام الباكوري رئيس جمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين و عضو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، جهة طنجة- تطوان

كلمة السيدة سلمى الطود رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، جهة طنجة - تطوان

كلمة السيد عمر عزيمان الرئيس الشرفي لجمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين

كلمة السيدة كريمة الحداد، جمعية الحمامة البيضاء لحماية الشباب المعاق بتطوان

كلمة السيد مدير الأكاديمية الجهوية للتربية و التكوين جهة طنجة-تطوان

الجلسة الأولى الدمج المدرسي و رهانات تحقيق حماية حق تدرس الأطفال ذوي الإعاقة

رئاسة الجلسة السيدة سمية العمراني، عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان

مقرر الجلسة السيد جمال الدين الشعبي، عضو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، جهة طنجة - تطوان



- مداخلة تأطيرية : تأصيل حق تربية و تعليم الاطفال ذوي الإعاقة و رهانات تحقيق مبدأ عدم التمييز .
- السيد عبد المالك أصريح خبير في حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة
- تقديم تجربة جمعية حنان لرعاية الأطفال المعاقين في مجال الدمج المدرسي
- السيد عبد الواحد الشاط ، عضو جمعية حنان، مهتم بتمدرس الأطفال في وضعية إعاقة
- تقديم التجربة المصرية في مجال الدمج المدرسي
- السيد علاء السبيع، منسق برنامج الدمج في العالم العربي
- الورشات
- الورشة الأولى: القوانين الدولية والوطنية لتعزيز وضعية تعليم الأطفال ذوي الإعاقة.
- تنشيط : السيد عدنان الجازولي ، أستاذ باحث
- تقرير : السيدة حبيبة الطهري ، عضوة باللجنة الجهوية لحقوق الانسان جهة طنجة – تطوان
- الورشة الثانية: المقاربات التعليمية و التربوية و رهانات الدمج الشامل
- تنشيط: السيد علاء السبيع منسق برنامج الدعم بالعالم العربي
- تقرير: نفيسة أزلاي عضوة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان جهة طنجة-تطوان
- الورشة الثالثة: دور المتدخلين في الشأن التربوي و تحديات الدمج الشامل للأطفال ذوي الإعاقة
- تأطير : السيد عبد الرحمان المدني متتبع ومهتم بمجال الاعاقة
- تقرير: السيدة فاطمة الزهراء فزازي، عضوة باللجنة الجهوية لحقوق الانسان جهة طنجة – تطوان
- الجلسة الختامية .تقديم الخلاصات و التوصيات ومناقشتها... تطوان.. مصطفى السملالي

الصحافة وحقوق الإنسان بالجنوب الشرقي المغربي

17/10/2012

تعد جهة الجنوب الشرقي المقترحة ضمن التقرير الإعدادي للتقطيع الإداري المنظور، الذي بات يحمل اسم الجهوية المتقدمة أو الموسّعة، أكثر الجهات صنعا للحدث وأقلها جلبا للانتباه، إن بالنظر بالعين المجردة أو بواسطة عدسة كاميرا التلفاز، أو بالإنصات بالأذن الواحدة أو بواسطة لاقط أصوات المذيع، أو تسطير بعض السطور على أحداث بأقلام الصحفيين مراسلي الجرائد على سبيل الحصر. لذلك صعب رصد حقوق الإنسان أجيالها من خلال الصحافة. وإذا كان الحق في الولوج إلى المعلومة موضوعا مفكرا فيه ساعتها، فإن بجهة الجنوب الشرقي خصاصة كبرى في إذاعة الخبر ونشره، وهو خصاص في الحق في الولوج إلى المعلومة بفعل الكسل في توثيقها ونشرها. إن ما تقدم الصحافة على تذييعه يخص الأحداث التي تتجاوز نشرها حاجز السلسلة الجبلية الأطلس الكبير، من ذلك أخبار عمال المناجم، وأبناء الحركات الاحتجاجية حول التدهور البيئي والصراع حول المجال الوظيفي بين القبائل، والفيضانات المفاجئة، وأحوال المعتقلات السرية السابقة وأشأها في إحياء الذاكرة. إن استنطاق النزر المتوافر من المقالات لن ينشئ معالم الصورة الكاملة لوضع حقوق الإنسان، وغير ذي دوي في مجال النهوض بثقافة حقوق الإنسان بالجهة، ولا قوة لوقعه في حماية حقوق الإنسان، لكن مقارنة حقوق الإنسان من خلال النزر المتوافر من الوثائق، سيفتح مخرجا لإخراج الجهة من نطاق الشفاهية المحضة.

أولا: شذرات حقوقية من خلال الصحافة المكتوبة.

نقتطف بعض الشذرات الحقوقية من المقالات الصحافية التي رصدت الحدث بالجنوب الشرقي أقاليمه، زاكورة، ورزازات، تينغير، الرشيدية.

1- الحق في الولوج السليم والأمين لسكان الجنوب الشرقي

وأخيرا نزلت المقالات بغزارة بعد وفاة 47 شخصا إثر حادثة سير مؤلمة في صباح يوم 4 شتنبر 2012، وتقوى الدافع إلى الاستطلاع واستقصاء خبر الحافلة التي هوت في أحد حواف الممر الجبلي «تيزي ن توشكا»، وهي تحمل من الركاب ما يفوق طاقتها، وفي ظرف يوم واحد ازداد عدد القبور بمدفن التجمعات العمرانية بإقليم زاكورة بحوالي 32 قبرا يوازي 32 مائتا، في كل مأتم عدد غير من الباكين على أبنائهم وإخوانهم وأزواجهم، هنالك انتشار نشر [رائحة] الحادثة ليحبر الحواجز الجبلية بجبال الأطلس الكبير، فكانت الحادثة قضية ذات دلالة في حقوق الإنسان لأنها طرحت من جديد الحق في الولوج السليم والأمين لسكان الجنوب الشرقية إلى باقي مناطق الوطن في صيغة سؤال للتفكير، وفي شكل قضية عادلة تستوجب المرافعة، بعيدا عن البكاء والتعازي. وفي هذا السياق عثرنا على مقال للجريدة الأحداث المغربية 25/09/2012 عنوانه «أرواح ضحايا تيشكا [توشكا]» «تخلق» في قصر مؤتمرات ورزازات يدور حول اللقاء الدراسي من أجل الترافع حول الولوج السليم والأمين لسكان المنطقة وهو «لقاء من طينة خاصة لقاء علمي اعتمد الأرقام والمعطيات، واستند إلى الدراسات المنجزة ونتائجها التي مازالت تنتظر الإنجاز ليخرج المشروع الأمل إلى حيز الوجود. كما اتخذ اللقاء طابع المرافعات، المفسرة والموضحة حيناً، والساخطة حد اليأس أحيانا، لكنها لم تخل من الكلمات المعبرة التي تتعد عن لغة الأرقام لتلامس الأحاسيس والمشاعر المخروحة لفقد صديق أو رحيل قريب في فاجعة أزهدت أرواح 47 شخصا». واسترسل صاحب المقال في وصف المشهد داخل قاعة المؤتمرات بعاصمة السينما المغربية ورزازات «في لقاء توترت فيه الأعصاب أحيانا، وتوالت فيه التدخلات لأبناء مدن، ورزازات، زاكورة، تينغير، الرشيدية وغيرها من المدن» من أجل نفق توشكا الذي يعد ضرورة وتحققها ممكن وغير مستحيل بناء على نتائج الدراسات». ولخص المقال ما ورد في المداخلات من ذلك «الدعوة إلى الاكتتاب أمام المغاربة للمساهمة في توفير السيولة المالية، بعد أن أجمع المتدخلون على أن التكلفة الإجمالية للمشروع مرتبطة بالدراسات المحينة التي سنتجز، والدعوة إلى الاحتجاج وقطع الطريق والسير في مسيرات إلى العاصمة الرباط...».

ولم تغفل الجريدة نشر «توصيات اللقاء الترافعي» حول «توشكا» [توشكا هو الاسم الأمازيغي الصحيح للممر موضع الحادثة] منها «إدراج مشروع النفق ضمن الأوراش الوطنية الكبرى، وعقد دورات استثنائية للمجالس المنتخبة حول نقط فريدة تتعلق بالنفق، واستثمار الأرشيف الفرنسي والدراسات المنجزة لإغناء بنك المعلومات حول المشروع، وتعميم الدراسات المنجزة حول المشروع على جميع الفاعلين، وإحداث وكالة لتنمية الجنوب الشرقي، والقيام بمحملات تحسيسية وتواصلية حول أهمية الحملة الترافعية، والبحث عن البدائل الممكنة من أجل فك العزلة واستثمار الفرص المتاحة داخل الدستور وبالأخص المادتين 15 و66.

تينزولين.

ونشرت جريدة «أخبار اليوم المغربية» مقالا أطلعنا عليه يوم 24 شتنبر 2012 مقالا تحت عنوان «المجتمع المدني في الجنوب الشرقي يدعو إلى إخراج نفق تيزي نتيشكا [توشكا] إلى حيز الوجود» مرجعه (و م ع) أشار إلى اللقاء المذكور المشاركين فيه إلى جانب السيج الجموعي «اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان لجهة درعة تافيلالت والجماعة الحضرية لورزازات»، وما سجل فيه من «أن إنجاز هذا المشروع الطرقي المهيكل لن ينحصر مفعوله الإيجابي على الجنوب الشرقي للمملكة فقط، ولكنه سيبسط الفرصة لربط شمال المغرب بجنوبه من جهة وكذا ربطه بعمقه الإفريقي من جهة ثانية». وركز المقال على ما ركز عليه اللقاء من مواقف كضرورة «تجاوز المقاربة المالية الصرفة عند إنجاز دراسة الجدولة الخاصة بهذا المشروع، والعمل عوضا عن ذلك على اعتماد مقاربة بديلة تتأسس على الحق في التنمية والتضامن بين الجهات وتحقيق التوازن المحلي بين مختلف مناطق المملكة إضافة إلى تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في شقها المتعلق بحبر الضرر الجماعي في مناطق الجنوب الشرقي للمملكة». ولم تغفل المقال الوقوف عن مناسبة اللقاء السالف ذكرها ليعود إلى المداخلة التي ألقاها مسؤول مركزي بوزارة التجهيز لينقل منها «أن نفق تيزي نتيشكا [توشكا] حسب الدراسات التمهيدية يصل طوله إلى 10 كيلومترات ويستوجب إنجازها بمهينة حوالي 96 كيلو مترا من الطرق وبناء حوالي 12 كيلو مترا من الطرق الجديدة وتشديد مجموعة من الجسور والمنشآت الفنية». وفوق ذلك، ورد في المداخلة أن «إخراج هذا المشروع الطرقي المهيكل إلى حيز الوجود يستوجب إلى جانب الدراسة التمهيدية إجراء مجموعة من الدراسات التفصيلية منها الدراسة الجيولوجية والهيدرولوجية والجيوفيزيائية والدراسة النقدية للدراسة التمهيدية والدراسة البيئية والدراسة الخاصة بمنظومة السلامة وغيرها من الدراسات الأخرى الشيء الذي اتضح من خلال أن التكلفة الإجمالية لإنجاز هذا المشروع الضخم تقارب حوالي 10 ملايين درهم». وأما جريدة المساء فقد أوردت في مقال عنوانه «جميعون يرفعون شعار «جميعا من أجل نفق تيشكا [توشكا]». أن مشروع نفق توشكا أثير لأول مرة في فترة استقلال المغرب، في منتصف السبعينات من القرن الماضي، قبل أن يثار الموضوع مجددا في سنتي 1996 و2004، وبعد ذلك، في سنة 2010، فيما تعود إثارته من قبل الاستعمار الفرنسي إلى منتصف الأربعينات من القرن الماضي»، وأشار إلى تكلفة المشروع والمأمول منه، المساهمة «بشكل قوي في تنمية منطقة بأكملها تعتبر أنها نموذج صارخ لتهميش في المغرب عبر ربطها بمناطق «المغرب النافع» وجعلها أيضا جسرا للتواصل مع القارة الأفريقية والتي أدار لها المغرب ظهره بالتوازي مع توجهه نحو القارة الأوروبية». وتود الإشارة إلى أن المقال الذي نشرته جريدة المساء نزع — صاحبه فيه — إلى الوقوف قليلا عند البعد التاريخي لمطلب اللوج الأمين والسليم لمناطق الجنوب الشرقي. ذلك أن السلطات الاستعمارية عمدت «إلى شق بعض الطرق، في إطار خطها لاستغلال خيرات المنطقة، ولم تجد أي حرج في اللجوء إلى السخرة لإنجاز هذه الممرات، التي ما زالت لم تتغير إلى الآن، وأبرز هذه الطرق طريق تيشكا [توشكا] المميت. وعندما قررت فرنسا تخفيض كلفة نقل المواد المعدنية عمدت إلى دراسة إماكنية شق نفق من أجل ضمان انسيابية حركة السير وتجنب توقفها بسبب الثلوج في جبال تيشكا [توشكا]». ووقف المقال عند أهمية غار توشكا مذكرا أن المنعشين السياحيين يراهنون «على هذا النفق، أيضا من أجل انتعاش سياحية كبرى، عبر تحويل المنطقة، بجبالها وواحاتها وصحارها وثقافتها وقيمها وصناعاتها المحلية وتنوعها الإثني التاريخي إلى قطب سياحي مهم ورائد في المغرب».

اكتملت صورة القضية الدالة في حقوق الإنسان بالجنوب الشرقي من خلال ما ورد في المقالات المشار إليها. لكن هناك قضايا أخرى لا يرتبط بها من سوى نزر من المقالات.

2- العودة إلى خريطة حبر الضرر الجماعي

نشرت جريدة المساء مقالا تحت عنوان «بوذنيب وعين الشعير لا تستجيبان» لمعايير هيئة الإنصاف والمصالحة»، أورد ما أكده السيد عبد الرحيم شهيد «المكلف ببرنامج حبر الضرر الجماعي وحفظ الذاكرة في المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أنه خلال تنفيذ البرنامج تتم مصادفة مناطق قريبة من المعايير المعتمدة مثل بوذنيب وعين الشعير، إلى جانب السمارة وهرمومو، غير أن المجلس مطالب بالتقيد بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وهذا الإشكال مثله مثل الأفراد

الذين لم يتقدموا بملفاتهم والمصنفون ضمن الملفات العالقة».

«وأوضح شهيد إلى تصريح المساء أن المعيارين الأساسيين الذين تم اعتمادهما هما تعرض الساكنة لعقاب جماعي بسبب وجود معتقل سري أو وقوع أحداث عنف، وهو ما يفسر عدم استفادة مناطق عرفت أحداثا لكنها لم تتعرض للتهميش مثل مراکش، التي عرفت تقدما في مرحلة التسعينات». وباستثناء المقال الذي نشرته جريدة المساء وهي تتابع تحرك المجتمع المدني بمدينة بوذنيب ندر من تناول خريطة حبر الضرر الجماعي في الجنوب الشرقي. فإذا كانت منطقة كير لم تعرف حدثا أخرجت عنه انتهاكات حقوق الإنسان فإن وقوعها في الشريط الجيوبوليتيكي الحدودي حرما «من بناء سد، وهو مشروع مؤجل منذ عهد الاستعمار» ولعل ما يبين ذلك تضييف جريدة المساء في العدد المذكور «حديث عالم الاجتماع الفرنسي الراحل بول باسكون، الذي عاش في المغرب، حول هذا السد، حيث قال إنه «غداة الحرب، كلف أبي ببناء سد على «وادي كبير»، إلا أن الدراسات حول الموضوع سرعان، ما توقفت بناء على طلب من السلطات الفرنسية في الجزائر، بسبب المخاطر التي يحملها السد بالنسبة إلى سقي توات وتيديكلت... وهكذا عشت في بوذنيب وتافيلالت». ولم تبين جريدة المساء تلك الحرب ولا مكان وقوعها.

3- الحركات الاحتجاجية

شكلت فاجعة حادثة السير الواقعة بالممر الجبلي « تيزي ن توشكا » يوم 04 شتنبر 2012 سببا لحركة اجتماعية للمطالبة برفع التهميش عن جهة الجنوب الشرقي، حيث «حج العشرات من الرجال والنساء والشباب من مختلف الأطياف السياسية والنقابية والجموعية بورزازات مساء الأحد 09 شتنبر 2012 على الساعة السادسة [مساء] في ساحة الموحدين للتعبير عن تضامنهم غير المشروط مع ضحايا فاجعة تيشكا [توشكا] وأسرههم، ولاستنكار ما سموه التعامل غير المسؤول للدولة مع الفاجعة، حيث استغربوا كيف لم تكلف الدولة نفسها مجرد الترحم والدعاء للقتلى في صلاة الغائب بالمساجد وإعلان الحداد، بل الأكثر من ذلك تنصلت من مسؤوليتها بخصوص الحالة المتردية للطرق أو مراقبة الحالة المتردية للطرق أو مراقبة الحالة الميكانيكية لوسائل النقل ومراقبة احترام الحمولة القانونية» ذلك ما ضمن في مقدمة مقال نشرته جريدة المنعطف بتاريخ 11/09/2012 والذي حوى مجموعة من المواقف منها أن «حادثة تيشكا [توشكا] عرت استهتار المغرب الرسمي بأرواح المواطنين» من الدرجة الرابعة»، ومنها «استهتار الإعلام العمومي بالفاجعة حيث نقل الخبر في قنوات أجنبية قبل أن يعلم به الإعلام الرسمي الذي استمر في رقصه ومسلسلاته على حد تعبير أحد المتدخلين بالوقفة»، وهناك «الاحتكام إلى المقاربة الأمنية بمنع أشكال الحداد وتعنيف كل من حاول تقديم العزاء»، وهناك من عنف يوم 4 أكتوبر 2012 لأنهم ساهم، فقط، في تحرير تعزية هؤلاء الضحايا، ولا جرم أن الجرائد لم تشر إليهم.

وأما جريدة الأحداث المغربية فقد وقفت عند الوقفة الاحتجاجية لموظفي الحي الجامعي بالرشيدية التي نفذوها «أمام مؤسستهم، تنفيذا لقرار المكتب النقابي للمؤسسة التابع للنقابة الوطنية للعاملين بالتعليم العالي المنضوي تحت لواء الجامعة الوطنية للتعليم وذلك تنديدا بما أسماه البيان ب» تمرير القانون الأساسي لموظفي المكتب الوطني للأعمال الجامعية الاجتماعية والثقافية»، والذي استنكره حل الموظفين نظرا لإصداره باللغة الفرنسية، في الوقت الذي تعتبره غالبية موظفي الأحياء الجامعية ذوي مستويات تعليمية بسيطة وأمين، إضافة إلى خلو القانون من تحفيزات واعتمادة على الجانب الجزري.... كما استنكر الموظفون استخفاف الوزارة الوصية والمكتب الوطني للأعمال الجامعية الاجتماعية والثقافية بمصالح ومراسلات الموظفين وتعطيل مصالحهم كتأخير إرسال جميع الشهادات التي لها علاقة بالمركز، من شهادة الأجرة وتراخيص متابعة الدراسات الجامعية، ومختلف المراسلات والطلبات، مما يؤثر سلبا على مصالح الشغيلة، ويدفعهم إلى بذل الجهود والتنقل من الرشيدية إلى الرباط دون تحقيق مصالحهم، إضافة إلى كون هذه المصالح ترفض حتى الجواب أو رفع سماعات هواتف المصلحة وتقدم الردود المقنعة، كما سجل الموظفون إتلاف عدد من وثائقهم بالمصالح المركزية، وهو ما يزيد من الإحساس بالتهميش والإقصاء في حق موظفي الحي الجامعي بالرشيدية ومدن الهامش وتكريس سياسة المغرب النافع وغير النافع».

ويحتج سكان الجنوب الشرقي على الدوام من أجل الحق في السكن ولقد «وضعت جدولة زمنية لتوقيع لوائح المستفيدين من ذوي الحقوق من طرف نائب أراضي الجموع، إلا أن هذه العملية بدأت تتعثر في بعض القصور نظرا لعدم تفاهم أعضاء الجماعات الساللية حول شروط الاستفادة وكيفية حل المشاكل القديمة العالقة» بقصور (دواوير) أيت يزدك بمحيط مدينة الرشيدية حسب ما أورده جريدة بيان اليوم في عددها يوم 26 أبريل 2012، ولقد «أصبحت قضية الجماعات الساللية لقصور أيت يزدك بالرشيدية حديث العام والخاص من خلال مسار نضالي متواصل لسكان هاته القصور منذ مدة حتى أصبح هذا الملف عصيا عن الفهم الجيد، مما يجيل على وجود احتلالات وسلوكات لأطراف معينة رفعت من صبيب الاحتجاج وأدت إلى التصعيد أكثر فأكثر حيث تمت دعوة سكان جماعة أيت يزدك للدفاع عن حقوقهم المشروعة». ولقد حاضرت أيت يزدك طيلة شهر أبريل 2012 وقفات احتجاجية من الساعة الثامنة صباحا إلى الساعة السادسة مساء. وإنه بناء «على نداء موجه للرأي العام تم تنظيم وقفات ومسيرات احتجاجية متعددة» بداية من الأسبوع الثالث من شهر أبريل الماضي. ولقد أثار المحتجون مشكل دراسة الشواهد القديمة والتحقق من مدى صحتها ومطلب التأشير على لوائح المستفيدين من ذوي الحقوق. وأشار المقال إلى مسيرة 17 أبريل 2012 على الأقدام من الرشيدية في اتجاه الرباط طلبا للتحكيم الملكي. ووقف المقال عند مشكل، بل الحق في، التوسع السكني.

وفي شأن أراضي الجموع احتجت قبيلة أيت بوبكر بقلعة مكونة «في وقفة احتجاجية أمام بلدية قلعة مكونة يوم الأربعاء 21 مارس 2012... على ما وصفوه بتفويت الأراضي الساللية التابعة للقبيلة إلى الغرباء والأحباب دون وجه حق» وقامت جريدة الاتحاد الاشتراكي برصد احتجاجهم في مقال اطلعنا عليه يوم 28 مارس 2012. ولقد طالب سكان ايت بوبكر السيد «وزير الداخلية بفتح تحقيق حول أراضي الجموع» مضمنين طلبهم في لائحة مبسطة ومرفوعة يوم الاحتجاج. ولم يترددوا في توقيع عريضة/شكاية شجبوا في منتهى ما سموه «الطرق غير القانونية والملتوية التي تم من خلالها تفويت الأراضي الجماعية التي شهدت أعمال بناء عشوائية في غالبيتها، وذلك في غياب نواب لأراضي الجموع». وعن ذلك الغياب أوردت الجريدة جواب السيد رئيس المجلس البلدي مفاده أن نائب أراضي الجموع توفي وسوف يجري «انتخاب ثلاث نواب جدد بشكل قانوني لتدبير ملف أراضيها، ولا علاقة للمجلس البلدي بهذا الأمر».

ولم ينج توسع المجال الممدد بمدينة أرفود من مشاكل تتجلى في الحركة الاحتجاجية لسكان حي «كدية دراوة» يوم الثلاثاء 15 مايو 2012 مما نتج عنه «توقيف ثمانية أشخاص منهم قاصر وثلاث نساء سيتابعون في حالة سراح» وقد مثلوا أمام المحكمة بالرشيدية. ولقد «نتج عن تدخل القوات العمومية التي حاولت منع المسيرة، إصابات متفاوتة الخطورة في صفوف بعض النساء» وكان المحتجون «خرجوا في اتجاه باشوية أرفود، بعد فشل الحوار الذي جرى ... بين لجنة مشتركة من ساكنة الحي وباشا المدينة، حول مطلب أزيد من 150 أسرة تقطن بالحي المذكور منذ 1994 بدون ماء ولا كهرباء». ذلك ما أوردته جريدة التجديد في مقال التقطته العين يوم 22 مايو 2012، ولم يخل من الإشارة إلى إصابات في صفوف النساء إثر «التدخل العنيف الذي تعرضن له خلال المواجهات التي عرفها مسرح الاحتجاج بين السكان والقوات العمومية».

4- الإضرابات والإعتصامات

«عقدت التنسيقية النقابية التابعة لقطاع الصحة في الكونفدرالية الديمقراطية للشغل لقاء مع المندوبية الإقليمية للصحة بورزازات، في إطار تتبعها الملف ممرضتين تعملان في القطاع الصحي بالمدينة»، وكان القرار المتخذ «حوض إضراب إقليمي في جميع المؤسسات التابعة للمندوبية الإقليمية بورزازات باستثناء قسم المستعجلات والإنعاش مع تنظيم وقفة احتجاجية أمام وزارة الصحة، داعية كافة المكاتب الإقليمية دعمها من أجل إنجاح الوقفة المذكورة». ذلك ما نقلته جريدة التجديد يوم 03/04/2012 دون ذكر تاريخ لقاء التنسيقية ومكان الاجتماع، وفي يوم 22/5/2012 عادت إلى «الأستاذان جمال واسو والحسين أيت بما المعتقلان بالسجن المحلي بورزازات في الأسبوع الثالث من إضرابهما المفتوح عن الطعام ردا على ما اعتبروه ظلما في حقهم بعد اعتقالهم بسبب وشاية كاذبة من طرف أحد الموقوفين خلال المواجهات التي عرفتها منطقة أيت عيسى أو إبراهيم بتغغير، وبسبب ما وصفوه بعدم استفادتهما من أدن الحقوق التي يخولها القانون والدستور الجديد لهما، خلال أطوار المحاكمة»، وللإضراب علاقة بظروف محاكمتها لا بظروف اعتقالها. ولقد دخل «التهمان في إضراب مفتوح عن الطعام كشكل احتجاجي ضد ما وصفوه بالحييف والظلم الذي عانا منه خلال جميع أطوار المحاكمة» حسب ما نقله المصدر المذكور. ويروج أنهما «لم يكونا متواجدين في مكان الصراع أثناء وقوعه» وترتبط ظروف اعتقالهما بالمواجهات «التي عرفتها المنطقة حول الأراضي

السلائية، بين دواري «تلولت» و«أقدم» ووجهت لهما تهمة التحريض على الفتنة والمشاركة فيها»

5- المخططات المنجمية والحقوق الفردية والجماعي

«دخل اعتصام ساكنة الجماعة القروية إمبضر فوق جبل «ألبان» بإقليم تينغير شهره الثامن» يوم قامت جريدة التجديد باستطلاع أحوالهم في بحر أبريل من سنة 2012 وأسباب احتجاجهم التي يردونها إلى «الفقر والتهميش وصعوبة ظروف عيش السكان في أزيد من سبع مداشر قروية» وصفها صاحب الاستطلاع بأنها «تفتقر إلى البنيات التحتية الضرورية ولا تتوفر إلا على ممرض واحد وسيارة إسعاف لأزيد من 6 ألف نسمة مقابل 6 ممرضين وطبية لفائدة أقل من 1000 عامل بالمنجم». ومن بين الأسباب أيضا «إقصاء أبناء المنطقة من التشغيل» ذلك أن «شركة المعادن «إمبضر» التابعة لمجموعة مناجم تستنزف مياه المنطقة خارج إطار القانون... مما يؤثر بشكل كبير على قطاع الفلاحة باعتباره النشاط الأساسي للسكان». ولقد لوحظ «نقص حاد في المياه الجوفية والماء الشروب بدواوير الجماعة، وتسجل الإحصائيات الرسمية نسبة 19 في المئة من الفقر بالمنطقة مقارنة مع المعدل الوطني الذي لا يتجاوز 9 في المئة». ومن مطالب المحتجين «تخصيص نسبة 75 في المئة من اليد العاملة في كل دفعة تشغيلها شركة المعادن لفائدة أبناء جماعة إمبضر» في حين «تقترح الشركة تخصيص 60 في المئة». وباختصار ترى الشركة «عدم قدرتها على الاستجابة لمطلب المحتجين» لأن «سقفها عال للغاية».

ويعود احتجاج الساكنة إلى شهر غشت 2011 بينما الاستغلال المنجمي بإمبضر يعود إلى سنة 1968 حيث أشارت الجريدة المذكورة إلى أن «مكتب BRPM عمل على «إحياء الاستغلال القديمة للمنجم بمساهمة كل من مجموعة «أونا» بنسبة 31 بالمائة و «BRPM الأبحاث والمساهمات المعدنية بنسبة 69 بالمائة». وتحولت الأشغال إلى باطن الأرض، حسب نفس المصدر «ابتداء من 1978 بعد التأكد من وجود احتياطات باطنية مهمة». ولم يكن الاحتجاج وليد ظروف الساعة فقبل فاتح غشت 2011 خرج السكان للاحتجاج سنة 1996 «أمام مقر الإدارة» لكن الاحتجاج تطور حيث تحول إلى معتصم لما قرر السكان نقل احتجاجهم إلى قرب الطريق الوطنية رقم 10. ويعيننا أن الاعتصام توقف في 10 مارس 1996 بعد «تدخل القوات العمومية بالقوة»، وتسجيل «عدة إصابات في صفوف المواطنين وبعض أفراد القوات المساعدة، ليتم بعد ذلك اعتقال أزيد من 20 فردا من ساكنة إمبضر من بينهم امرتين أطلق سراحهما مساء نفس اليوم بعد تعرضهن للاعتداء والتعذيب كما جاء في بيان الحركة» اطلعت عليه الجريدة المذكورة.

ونتج عن الاحتجاج الذي انطلق في فاتح غشت من سنة 2011 توقف الدراسة وتسجيل سنة بيضاء بالمدارس. وأضافت الجريدة أن الهيئات الحقوقية «لم تكلف نفسها عناء التعليق عن الموضوع ولو بإصدار بيانات تندد بالواقع المرير للطفل بين أحجار وأشواك جبل «ألبان»».

وفي السياق ذاته «أفادت مصادر أن قوات الدرك تدخلت صباح يوم الأربعاء 10 أكتوبر 2012»، «بطريقة عنيفة في حق عمال منجم «بوزار بنواحي ورزازات، واعتقلت العديد من العمال الذين كانوا يخوضون إضرابا تضامنا مع زملائهم المطرودين من العمل والذين كانوا بدورهم يخوضون اعتصاما بالمنجم». وللعلم فقد حرك وكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية بورزازات المتابعة في حق العديد من العمال وأعضاء المكاتب النقابية، ووجه لهم تهمة عرقلة حرية العمل طبقا للفصل 288 من القانون الجنائي» على ما يقصه موقع لكم يوم 10 أكتوبر 2012. وعاد نفس الموقع يوم الأحد 14 أكتوبر 2012 ليتابع تقديم 15 عاملا معتقلا من عمال منجم «بوزار» الذي تستغله شركة تابعة للهولديغ الملكي يوم «الاثنين 15 أكتوبر» على «أنظار النيابة العامة وقاضي التحقيق الذي قرر متابعتهم في حالة اعتقال بموجب الفصل 288 من القانون الجنائي. ونفى جميع المعتقلين التهم الموجهة إليهم من طرف النيابة العامة وقاضي التحقيق، وهي التهم التي تتعلق بعرقلة حرية العمل، وأكدوا أن تظاهرتهم واعتصامهم تم بشكل حضاري وسلمي ولم يقوموا بعرقلة حرية العمل، وأن خطوتهم النضالية هي قرار من المكتب النقابي لعمال المناجم المنضوي تحت لواء المركزية النقابية الكونفدرالية الديمقراطية للشغل». وعاد صاحب المقال ليذكر بما حدث يوم الأربعاء بصيغة أخرى، إذ الأمر في حقيقته إضراب «عن العمل دعت له نقابتا منجم بوزار المنضويتان تحت لواء الكونفدرالية الديمقراطية للشغل، وقامت عناصر الدرك باعتقال أربعة عمال واقتيادهم إلى مخفر الدرك الملكي بتازناخت، كما قامت السلطة المحلية بتهديد العمال المضربين قبل أن تنفذ هذه التهديدات باعتقال 11 عاملا آخرين يعملون بنفس المنجم» ليصبح عدد المعتقلين 15، نشر موقع لكم أسماءهم.

6- الحق في الشغل

«بعد أزيد من سنتين من العمل عرضيو الكلية متعددة التخصصات بالرشيدية يخوضون اعتصاما مفتوحا احتجاجا على الطرد التعسفي الذي يتعرضون له» ذلك ما سطر في لافتة حملها ست شبان تحت يافطة «الكلية متعددة التخصصات» كما نشرتها جريدة التجديد يوم 30 مايو 2012 لتزين مقال عنوانه «استمرار اعتصام الأطر الإدارية المفصولة عن العمل بالكليات المتعددة التخصصات بالرشيدية والناظور». ففي ما يخص الرشيدية أشارت الجريدة المذكورة إلى أن الأطر الستة تخوض منذ 26 مارس 2012 الاعتصام لما «تقرر توقيفهم من طرف العميد السابق للكلية، أياما قليلة قبل انتهاء مهامه حسب نص بيان صادر عن المجموعة».

7- مقال في الذاكرة

لما كانت جهة الجنوب الشرقي تستغرق خمسة مواضع لجبر الضرر الجماعي والذاكرة فإن الصحافة المكتوبة والإلكترونية لا تفتأ تلقي بعض الأضواء على هذه المواضيع.

ففي شهر أبريل 2012 «زار موقع لكم. كوم بلدة أكدز التي تضم اليوم نحو 5 ألف نسمة، والتقت بمن عاشوا فترة تحول أكدز من بلدة محافظة تاريخية أيام الكلاوي إلى معتقل سياسي سري مؤلم أيام سنوات الألم، ما يزال أهلها يتجرعون مرارة فترات الجمر والرصاص، في سجن أصله أحد قصور التهامي الكلاوي باشا مدينة مراكش وأحد خدام الاستعمار الفرنسي» ولقد نشرت لكم. كوم الاستجوابات التي أعدتها في موقعها يوم السبت 21 نيسان/أبريل 2012 نقتطف منها ما يلي، «أن المعتقل يتوفر على بئرين أثين ومنها كانت تسقى الماء» و«أن حالة الاعتقال في زمامها رهيبية، إذ يجبر المعتقلون على البقاء باستمرار في وضعية ثابتة إما قعودا أو جلوسا، وكذا معصوبي العينين ومكبلي اليدين، كي لا يعرفوا من أين أتوا؟ وإلى أين سيذهبون؟ بعد أن كان يؤتى بهم في جناح الظلام قاطعين مئات الكيلومترات». وأثناء «ولوجه المعتقل السري يضعون الشاحنات مباشرة متلاصقة مع باب المعتقل كي لا يراهم أحد، مع العلم أن الطريق ممنوعة أمام المارة كما يمنع الصعود إلى سطوح البيوت». ويدخل المعتقلون إلى «زنازينهم المغلقة النوافذ التي كانت تعج بالفئران والعقارب، والتي غالبا ما تكون ملوثة لا تدخلها الشمس ولا الهواء»، ويتناول المقال كذلك سوء التغذية وتلوث المياه. كما يمنع على المعتقلين ولوج أماكن النظافة إلا عند نزول ورغبة حراس المعتقل السري». وأما «الاستحمام فلا يكون إلا بعد شهور عديدة، وغالبا ما يكون جماعيا ولوقت وجيز، وهو ما يتسبب في انتقال الأمراض بين المعتقلين القابعين في سجن أكدز، الشيء الذي أدى إلى وفاة العشرات منهم (حوالي 32 حالة) ليدفنوا بالمقبرة المجاورة للمعتقل حسب نفس الشهادة» التي اعتمدها (لكم. كوم). وأما الدفن فيكون «ليلا بطريقة سرية».

ونقل المقال أن «سكان أكدز عاشوا محتنين، الأولى عند بناء قصر الكلاوي ... والثانية عند تحويل هذا القصر أو القصبه إلى معتقل في منتصف السبعينات»، حيث «استقبل مئات المعتقلين من مناطق مختلفة»، فمع على السكان «الصعود إلى سطوح بيوتهم ... بغية التهوية ... وأوقات التحول محدودة».

وعاد المقال بالذاكرة إلى عهد الحماية الفرنسية لينبش في الميز الذي يعاني منه سكان الجنوب الشرقي و«النظرة الاحتقارية التي كان الكلاوي يوجهها لهم باعتبارهم من العوام (الحراطين)، أو ضراوة (دراوة)»، نسبة إلى درعة في الغالب، وتعني (تدراويت) بالأمازيغية الاشتراكية، و«تفرض عليهم ضرائب ثقيلة وإجبارية للبناء كما سلف لنظراتهم من الرجال. أما النساء فلم يسلمن بدورهن من تعسفات القائد، إذ نجدهن يسقين الماء في البئر للعمال عند أشغال البناء، كما يعملن في طحن الحبوب، وبصفة عامة يسعين دائما لتلبية رغبات القائد، إذ في أي مناسبة لديه، يستدعين للعب في أحواش رغما عنهن وعن أزواجهن».

ذلك ما ورد عن أكدز «التي تبعد شمالا عن مدينة زاكورة بنحو 92 كيلومترا» وتحتضن في وسط شرقها المعتقل السري «المعروف لدى الساكنة باسم «سجن الحد» المشيد ما بين 1948 و1953، إذ أكدت روايات الساكنة أن مجموع المعتقلين بسجن أكدز يصل إلى أكثر من 380 شخصا تتراوح أعمارهم بين الاثنا عشر ربيعا و88 سنة». ولارتباطها بالمعتقل ازداد التهميش والاقصاء فيها عمقا. لذلك «تطالب ساكنة أكدز بحجر ضررها الجماعي من خلال حفظ ذاكرة المعتقل السري للمنطقة، وفي الآن نفسه تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة لجبر الضرر الجماعي عبر إنجاز مشاريع تنمية لرد الاعتبار لمنطقة أكدز حسب خلاصات اليوم الدراسي المنظم بالمنطقة مؤخرا»، لم يتبين في المقال المذكور تاريخه.

8- الولوج إلى بعض الخدمات

نشرت في هذا الصدد رسالة نائب برلماني عن إقليم تنغير، ذكر أنها موجهة، إلى السيد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان «حول موضوع جبر الضرر الجماعي بإقليم تنغير» معبرا فيها أنه «في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وفي أفق تنزيل برامج جبر الضرر الجماعي على مستوى الأقاليم التي تعرضت لانتهاكات سنوات الرصاص، تم التوقيع على عدة اتفاقيات للشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وقطاعات حكومية عديدة تقضي إعطاء الأولوية في برامج تلك القطاعات وتدخلاتها للمناطق المشمولة ببرامج جبر الضرر». واستدرك بالقول، إنه «بعد مضي سنوات على تلك الاتفاقيات، يلاحظ أن إقليم تنغير لم يشهد تجسيدا لمقتضياتها لتبقى حبرا على ورق مما أضر ويضر مع الأسف بمصداقية المؤسسات المعنية وبمس في الصميم بفلسفة جبر الضرر التي كانت على رأس الأدوات الإحرائية التي مكنت المغرب من تجاوز وطى صفحة سوداء من ماضيه ومثلت مرتكزا أساسيا وحجر الزاوية في سياسة العدالة الانتقالية التي تم اعتمادها بهذا الخصوص»، وعاد إلى إقليم تنغير ليضيف أنه «ضمن هذه الاتفاقيات تلك الموقعة بين المجلس الوطني لحقوق الإنسان [بل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان] ووزارة التربية الوطنية ونصت على إعطاء الأولوية لطلبة الأقاليم المشمولة ببرامج جبر الضرر بخصوص المنح الجامعية، وبعد مضي أربع سنوات على توقيعها لا زال حرمان مئات الطلبة والطالبات من هذه المنحة بإقليم تنغير يتكرر كل سنة، ومنهم حالات اجتماعية في منتهى المشاشة... وذلك رغم أن هذا الإقليم لا يتوفر على أي مؤسسة جامعية». ولقد نشر المقال الذي اتخذ كاتبه رسالة السيد في أواخر شهر مايو 2012. soussannonces.net النائب مادة إعلامية له في موقع «

و لم نتج بعض مدارس جهة الجنوب الشرقي من العنف فقد «قدم أب التلميذة فرح المنبالي» التي «تتابع دراستها بالقسم الثاني بمؤسسة المولي علي الشريف، شكاية إلى وكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية بزكورة يتهم فيها أستاذا بالمدرسة» بضرها على ما يقصه مقال نشر بالموقع الإلكتروني "لكم" يوم 10/10/2012. ويظهر أن التعنيف الذي تعرضت له الابنة «أثر على نفسياتها وأصبحت غير قادرة على العودة إلى القسم»، وحسب ذات المصدر فقد «منحت المصالح الطبية للطفلة شهادة طبية تحدد العجز الجسدي في 18 يوما». وأشارت جريد التجديد يوم 9 أكتوبر 2012 إلى «احتقان يؤخر انطلاق الدراسة بالثانوية الجديدة بأرفود» لأسباب «تتعلق بالتدبير الانفرادي لعملية إعادة التوجيه وطلبات إعادة تكرار السنة الأولى بالكالوريا وطلبات استئناف الدراسة للمفصولين»، مما نتج عنه «احتلالات تربوية في استعمالات الزمن». وحسب ذات المصدر فإن السيد النائب الإقليمي بالرشيدية يحسب «أن عدم التحاق بعض الأساتذة امر غير مبرر وأن النيابة شرعت في اتخاذ الإجراءات الإدارية في حق الأساتذة المعنيين»، وفوق ذلك، فهذا «السلوك مرفوض ولا يخدم مصلحة أبناء الشعب المغربي. وعلى الأساتذة تحمل مسؤولياتهم في هذا الشأن» حسب تصريح السيد النائب.

وبصد الولوج إلى خدمات الصحة «كشفت رسالة وجهتها العصبة المغربية للدفاع عن حقوق الإنسان، فرع زاكورة، إلى رئيس الحكومة ووزير الصحة، عن حادث ازدياد مولود جديد بأحد مراحيض دار الأمومة بجماعة تينزولين إقليم زاكورة». ذلك أن «سيدة جاءها المخاض بتاريخ 27 مايو المنصرم»، فقصدت «دار الولادة بجماعة تينزولين، إلا أن المنشأة المكلفة بالمداومة أكدت لها أن المولدين العاملين بهذه الدار في عطلة يومي السبت والأحد، الأمر الذي اضطرت معه إلى دخول المرحاض التابع لدار الولادة المذكورة لتفاجأ بازدياد المولود».

لذلك «عبرت العصبة عن استنكارها الشديد لما تعرضت له المواطنة المذكورة جراء الإهمال واللامبالاة من طرف المسؤولين القائمين على قطاع الصحة بالإقليم». ذلك أهم ما ورد في مقال نشرته جريدة المساء يوم 18 يونيو 2012 مزين بصورة لواجهة دار الأمومة بتينزولين، إقليم زاكورة.

ثانيا: الثقافة الحقوقية من خلال المقالات المقطوفة

المقصود بالثقافة الحقوقية من خلال المقالات الصحافية ما يروجه الصحفيون من المفاهيم الحقوقية، والتي تعكس مدى تملكهم المعرفة الحقوقية، وما يسطرونه من خصاصة في أعمال حقوق الإنسان، وما يذكرونه من توترات تحول دون الولوج إلى خدمات ذات الارتباط بالحقوق الاجتماعية والاقتصادية. وهناك ادعاءات بانتهاك حقوق الإنسان. وأما رصد أداء هيئات الحقوقية واستثمار تقاريرها فنادر للغاية. فالثقافة الحقوقية حاضرة في المقالات الصحافية على شكل جرعات تستخلص بالاستنتاج الجيد للنص.

وحسبنا أن ما نشر حول حادثة تيشكا لم يحو بالمرّة ولا عبارة واحدة حول الحق في الحياة أو الحق في السلامة الشخصية، لكن بعض المقالات ربطت الحق في الولوج السليم والأمين للسكان بالمقاربة الحقوقية علما أن المقاربة الاقتصادية لن تيسر الولوج المذكور. واستصحب الحدث الوقوف عند الحق في التنمية وما يرتبط به من «تحقيق التوازن المحلي بين مختلف مناطق المملكة»، والوقوف بالتمييز عند «هيئة الإنصاف والمصالحة في شقها المتعلق بجزر الضرر الجماعي في مناطق الجنوب الشرقي». وحضر مع الحدث ثقافة الميز الجغرافي التي كان المغرب شهدها في عهد الحماية الفرنسية المغرب النافع والمغرب غير النافع. لكن تعنيف من حاول تقديم العزاء كما ورد في جريدة المنعطف ذا إشارة تسترعي الانتباه والتحقيق لبيان الفصل منها والإرجاف. وأما خريطة جبر الضرر الجماعي التي مُيزت وانتقدت إثر الاحتجاج الذي شهده مركز بوذنيب وبداياته، فقد استحضرت فيها معايير الاختيار، لكنها لم ترسم بوضوح لكي يفهم القارئ سر تغطية البرنامج لبعض المناطق دون غيرها. فاعتماد تصريح فاعل حقوقي وحده غير كاف لبيان الصورة، وحتى في حال ضعف فهم الكاتب الصحافي المقصود بخريطة جبر الضرر الجماعي، يمكن له الاسترسال في الأسئلة علما أن السيد عبد الرحيم شهيد المستجوب في هذا الشأن، على دراية تامة بكافة التفاصيل الصغيرة للبرنامج المذكور. ورغم ذلك، فإن ما أورده جريدة المساء يكفي لإقناع سكان بوذنيب وعين الشعير بأن أرضهم لم تشهد حدثا، بين غايتين زمانيتين 1956 و1999، انجرت عنه انتهاكات حقوق الإنسان، ولم تحتضن معتقلا سريا يكون سببا لتهميش المنطقة.

ولم يناقش صاحب المقال من أن حوض كبير الأسفل يشكو من خصاصة إعمال بعض الحقوق الاقتصادية والاجتماعية لا سيما بعد فيضان 10 أكتوبر 2008 الذي أهلك الحرث والنسل وأعاد طرح مشروع بناء سد مؤجل في الفجج الفاصل بين التجمعين السكنيين الجرعان وقدوسة. ومن جانب آخر ما الذي يمنع من استبدال خريطة جبر الضرر الجماعي بخريطة أخرى لمواضع الخصاصة في الحقوق الاقتصادية والاجتماعية لأن العدالة الانتقالية لا يمكن أن تدوم سوى بعض الوقت.

الحركات الاحتجاجية التي غطتها الصحافة المكتوبة تزخر بثقافة حقوق الإنسان ضمن بيانات المطالب والتي تربطها في الغالب بثقافة الواجب. فمن ذلك ذكر مسؤولية الدولة «بخصوص الحالة المتردية للطرف أو مراقبة الحالة الميكانيكية لوسائل النقل ومراقبة احترام الحمولة القانونية».

وأما الحق في المعلومة فذكر في بيان موظفي الحي الجامعي بالرشيدية الذين نفذوا وقفة احتجاجية تنديدا بما أسماه البيان بتمرير القانون الأساسي وإصداره باللغة الفرنسية.

وهناك أيضا مشكل إرسال جميع المراسلات والشهادات والردود والأجوبة.

ومن بين الحقوق الواردة في بيانات الاحتجاجات الحق في السكن توسيعه، والاستفادة من الأرض الجماعية والمساواة في ذلك الحق. ويخص هذا المشكل سكان قصور أيت ازدك بالرشيدية وأيت بوبكر بقلعة مكونة. وتعد الاستفادة من الأراضي السلالية واحدة من القضايا التي تستدعي إثراء الفكر والحوار فيها لارتباطها بالحق في الأرض والموارد الطبيعية، وتنظيم المجال. ويمكن ذكر في هذا الصدد ما رافقه توسيع المجال الممدن لمدينة أرفود من احتجاجات لدى سكان الهامش القاطنين بكدية دراوة، والتي انجرت عنه الادعاءات بانتهاك حقوق الإنسان، بعد ذبوع خير تعرض بعض النساء المشاركات في الاحتجاجات للعنف. وضمن أحبار الاحتجاجات الحق في المحاكمة العادلة، تخص الأستاذان المضربان بالسجن المحلي بورزازات.

وبالمحيطات المنجمية خصاصة في بعض الحقوق، من ذلك الولوج إلى الصحة (ست ممرضين وطبيبة لفائدة أقل من 1000 عامل). بمنجم جبل «ألبان»، والحق في ترشيد المياه الفلاحية. ومن الحقوق التي تضررت بفعل الاحتجاجات الحق في التعليم بالمحيط المنجمي ياميزر حيث شهدت المدارس سنة بيضاء في الموسم الدراسي 2011-2012 حسب نشرته الصحف.

ولم تتضح علاقة بعض الأشخاص بمقر الشغل كما حال العمال العرضيين بالكلية متعددة التخصصات بالرشيدية.

وإلى جانب الخصاصة أغنت بعض المقالات الصحافية الذاكرة الجمعية في بعض المناطق. فإذا استحضرننا أن علاقة الذاكرة بانتهاك حقوق الإنسان أدر كنا ذلك الغنى الذي حواه الاستطلاع المعد حول جبل ألبان في مجال الذاكرة الجماعية للاستغلال المنجمي بالمنطقة، منذ سنة 1968. وأما الذاكرة المرتبطة بسنوات الرصاص فقد أغنيت بزيارة موقع لكم. كوم لموضع أكدز أشهر مواضع الذاكرة بالجنوب الشرقي.

وأما مناقشة النائب البرلماني من إقليم تينغير للاتفاقية الموقعة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان [سابقا] ووزارة التربية الوطنية، فلا تخلو من النقص في الدقة، فيما يرتبط بالهياكل المشرفة على تنفيذ برنامج جبر الضرر الجماعي، والتي تخصص الشق الممول من لدن الاتحاد الأوروبي، وأما الشق الحكومي فمن حق السيد النائب البرلماني أن يلقي باللائمة على المؤسسة الحكومية المعنية، دون أن يعرج إلى انتقاد أي مؤسسة حقوقية، ومن جانب آخر، لم تستغرق الاتفاقية المذكورة ما يفيد استفادة مناطق جبر الضرر الجماعي من منحة التعليم العالي بنسبة مئة في المئة.

وأما اعتماد الصحافة المكتوبة على المصادر الحقوقية فقد تكرر مرة واحدة لما استشهدت جريدة المساء بالرسالة التي وجهتها العصبة المغربية للدفاع عن حقوق الإنسان فرع زاكورة إلى رئيس الحكومة ووزير الصحة حول السبلدة التي وضعت مولود بلحيلة المرفق الصحي من دار الأمومة بجماعة